



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Nancy, le 08 JUL. 2010

Préfecture

Direction de l'action locale

Bureau des procédures
environnementales

Section ICPE et dossiers
Loi sur l'eau

N° 2010.423

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

VU le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-2;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005.277 du 1er décembre 2006 autorisant la Société LORRAINE TUBES, dont le siège social est situé 100 rue du Maréchal Foch à 54720 LEXY, à exploiter une installation de fabrication de tubes d'une capacité de 570 000 tonnes par an sur le territoire des communes de REHON, LEXY et CUTRY;

VU le rapport 100143R2.FJ en date du 29 juin 2010 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine;

CONSIDERANT que l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé impose à la Société LORRAINE TUBES la réalisation d'une étude acoustique, au plus tard six mois après la mise en service de la première tranche du bâtiment « LEXY 2 »;

CONSIDERANT que l'étude acoustique n'a pas été réalisée par l'exploitant à ce jour;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

.../...

ARRÊTE

Article 1er:

La Société LORRAINE TUBES, dont le siège social est situé 100 rue du Maréchal Foch à 54720 LEXY, est mise en demeure de réaliser l'étude prescrite par l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005.277 du 1er décembre 2006 sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le compte-rendu et les conclusions de cette étude devront être transmises à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après sa réalisation.

Article 2:

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.514-2 du code de l'environnement.

Article 3:

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

Article 4:

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la Société LORRAINE TUBES

- et dont une copie sera adressée à MM. les Maires de REHON, LEXY et CUTRY.

Pour le Préfet,
Et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,



Juliette TRIGNAT